

pendant, à propos de la Hollande, Son Excellence dit qu'aussi longtemps que les adversaires de l'Allemagne respecteraient l'intégrité et la neutralité des Pays-Bas, l'Allemagne était prête à donner au gouvernement de Sa Majesté l'assurance qu'elle ferait la même chose. De la conduite de la France dépendraient les opérations que l'Allemagne serait forcée de faire pour pénétrer en Belgique; mais que lorsque la guerre serait finie, l'intégrité de la Belgique serait respectée si elle n'avait pas combattu contre l'Allemagne.

Son Excellence a fini de parler en disant que depuis qu'il était Chancelier, il avait eu pour but d'amener une entente avec l'Angleterre; il espérait que les assurances qu'il avait données pouvaient former la base de cette entente, qu'il désirait si ardemment. Il voulait parler d'une convention relative à la neutralité générale entre l'Angleterre et l'Allemagne, bien que naturellement il fût trop tôt pour discuter les détails, et une assurance donnée par l'Angleterre de sa neutralité dans le conflit que la crise actuelle pourrait faire surgir lui permettrait d'espérer la réalisation de son désir.

En réponse à Son Excellence demandant comment, à mon avis, cette demande serait accueillie par vous, j'ai répondu que je ne croyais pas qu'il fût probable, là où en étaient rendus les événements, que vous consentiriez à vous engager à faire quoi que ce soit, et que j'étais d'avis que vous désiriez conserver toute votre liberté d'action sur le sujet.

Notre conversation s'étant terminée, j'ai communiqué le contenu de votre télégramme d'aujourd'hui à Son Excellence, qui vous a offert ses meilleurs remerciements.

Quelle a été la réponse de sir Edward Grey à cette communication? Le 30 juillet, avant que l'Allemagne eût lancé son ultimatum, sir Edward a communiqué cette réponse à sir Edward Goschen:

Département des Affaires Etrangères
[Dépêche télégraphique.]

Reçu votre télégramme du 29 juillet.

Le gouvernement de Sa Majesté ne peut pas pour un moment songer à accepter la proposition du Chancelier, tendant à demander qu'il reste neutre à de telles conditions.

Effectivement, il nous demande de vous engager à rester neutres, pendant que les colonies françaises seront enlevées, que la France sera vaincue, tant que l'Allemagne ne lui enlèvera pas du territoire autre que celui de ses colonies.

Au point de vue matériel, une telle proposition est inacceptable pour la France, car même, sans que du territoire en Europe lui soit enlevé, elle pourrait être tellement écrasée, qu'elle perdrait son rang de grande puissance et serait la subordonnée de l'Allemagne.

Au demeurant, ce serait une honte pour nous de faire ce marché avec l'Allemagne, au détriment de la France, une honte que rien n'empêcherait de souiller pour toujours le renom de notre pays.

En effet, le Chancelier nous demande de nous désister par un marché de l'obligation ou de l'intérêt que nous avons relativement à la neutralité de la Belgique. Nous ne pouvons, non plus, faire ce marché-là.

Après avoir si longuement parlé, il est inutile de considérer si la perspective d'une convention relative à la future neutralité générale intervenue entre l'Angleterre et l'Al-

[L'honorable M. DANDURAND.]

lemagne offre des avantages réels suffisants pour nous indemniser de la perte que nous ferions en nous liant les mains. Nous devons conserver toute notre liberté pour pouvoir agir suivant les exigences du moment, si la crise actuelle prend la tournure défavorable et regrettable que prévoit le Chancelier.

Vous devriez parler au Chancelier dans ce sens-là et ajouter de la manière la plus sincère que le moyen d'entretenir de bonnes relations entre l'Angleterre et l'Allemagne, ce serait pour elles celui de travailler ensemble au maintien de la paix de l'Europe! Si nous parvenions à atteindre ce but, les relations entre l'Allemagne et l'Angleterre seraient, je crois, *ipso facto*, améliorées et fortifiées. Pour atteindre ce but, le gouvernement de Sa Majesté travaillera dans ce sens-là avec toute la sincérité et toute la bonne volonté possibles.

Or, voilà la réponse que la Grande-Bretagne a faite le 30 juillet, et personne jamais ne mettra en doute le fait que, lorsque l'Allemagne lança, le soir de ce jour-là, son ultimatum à la Russie, elle savait parfaitement que la Grande-Bretagne appuierait les Alliés. L'Allemagne espérait que dans un assaut brusque et rapide sur la France, elle écraserait ce pays et frapperait tellement de stupeur le monde entier que l'Angleterre peut-être résisterait à entrer dans le conflit; mais il y a aucun doute que l'Allemagne savait, le 30 juillet, que l'Angleterre appuierait la France, si celle-ci était attaquée et si la Belgique, plus particulièrement, était envahie. L'Allemagne court le risque, espéra réussir à triompher, en quelques jours, de la résistance des Français, et de se ruer ensuite avec toute ses forces et celles de son alliée, l'Autriche, sur la Russie, qui ne pouvait être prête avant quatre ou six semaines. Nous savons ce qui arriva. Et nous sommes encore aujourd'hui en guerre. De jour en jour, comme tout le monde, j'ai lu les comptes rendus de ce qui se passait dans les diverses zones de la guerre. Aucun de nous n'a raison de s'inquiéter en ce moment. Durant 40 ans l'Allemagne avait préparé une machine de guerre formidable. Si elle n'a pas su, dans les premiers 12 mois, durant les deux premiers mois, faire quelque progrès décisif quand elle était si bien préparée et quand ses voisins ne l'étaient pas. Je dis aujourd'hui, avec tous les neutres de ce côté de l'Atlantique, qui, ont suivi le cours des événements, et avec tous les hommes politiques de France, de Russie, d'Italie et de Grande-Bretagne, que nous continuerons à lutter pour remporter la victoire finale. Le Canada combat pour la Grande-Bretagne et ses alliés, et combattra, je l'espère, jusqu'au dernier jour, pour triompher comme partie de l'Empire. Il ne s'agit pas d'un conflit avec la France, la Grande-Breta-